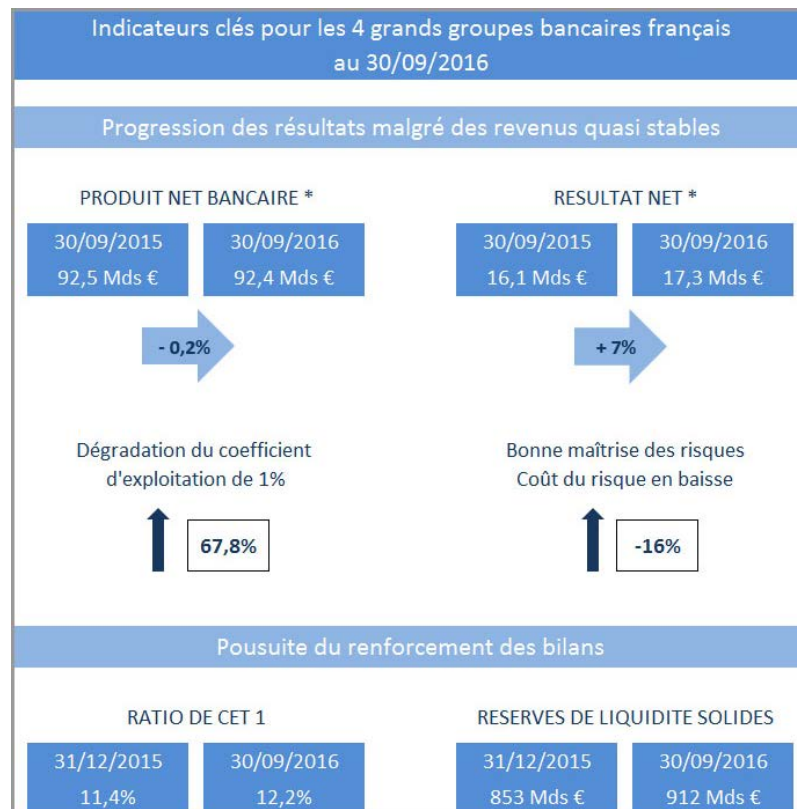




# Performance des grands groupes bancaires français au 30 septembre 2016

**Remarque liminaire :** Comme indiqué à la fin de ce document (« Méthodologie de l'analyse »), l'objectif de cette publication est de présenter, sur la base des communiqués trimestriels et des slides investisseurs publiés, les principaux indicateurs de performance des quatre grands groupes bancaires français (BNP Paribas, Société Générale, BPCE, Crédit Agricole SA) et d'apporter des commentaires sur les événements significatifs de la période et l'information financière associée.

## Chiffres clés au 30 septembre 2016

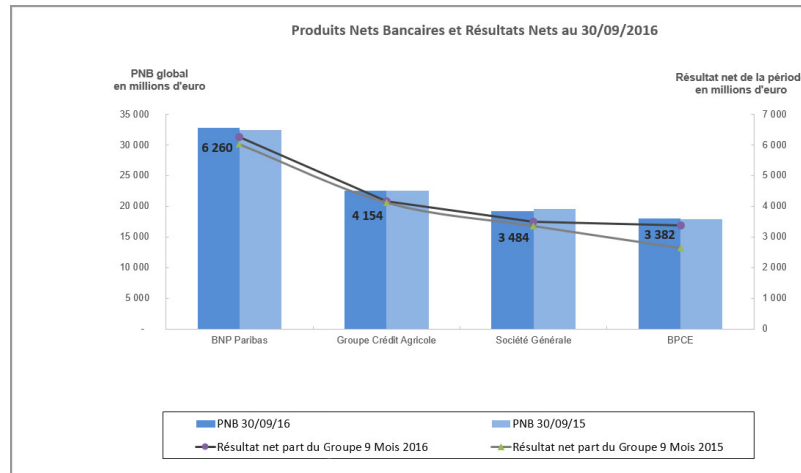


[Cliquez sur l'image pour l'agrandir](#)

\*Les données concernant le PNB et le résultat intègrent les chiffres du groupe Crédit Agricole (et non Crédit Agricole SA).

Dans un contexte de taux bas persistant et un environnement de marché difficile, les quatre grands groupes bancaires français réalisent une bonne performance d'ensemble grâce à la force de leur modèle intégré et diversifié, le maintien du niveau de revenus générés par les activités de la banque de grande clientèle atténuant en partie l'érosion observée dans la banque de détail.

Si les groupes parviennent à une quasi stabilisation des revenus générés au 30 septembre 2016 à 92,4 milliards d'euro (contre 92,5 milliards d'euro sur la même période en 2015) grâce à une dynamique commerciale soutenue dans tous les métiers et réseaux de distribution, ils confirment également leur capacité à créer de la valeur pour leurs actionnaires en affichant un résultat net en progression de 7% par rapport à 2015, à 17,3 milliards d'euro.



[Cliquez sur l'image pour l'agrandir](#)

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 30 septembre 2016

Les données chiffrées de ce graphique intègrent les chiffres du Groupe Crédit Agricole et non Crédit Agricole SA, les graphiques suivants présentent une information se rapportant au groupe Crédit Agricole SA dans lequel les Caisses Régionales ne sont plus consolidées et non du Groupe Crédit Agricole qui les intègre à 100 % (le communiqué de presse du 8 novembre 2016 analysant les résultats du groupe Crédit Agricole SA).

### Répartition des revenus par activités

Bien que tous les groupes communiquent sur les effets négatifs de l'environnement de taux bas et l'instabilité des marchés, ils confirment tous la dynamique de leurs activités de banque de détail, à la fois en France et dans les réseaux internationaux : plus de 60% des revenus sont toujours générés par les réseaux bancaires et les métiers de financements spécialisés de la banque de détail.



[Cliquez sur l'image pour l'agrandir](#)

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 30 septembre 2016

### Éléments non-opérationnels et non récurrents

Dans la lignée des trimestres précédents, deux facteurs constituent les éléments non opérationnels systématiquement retraités par tous les établissements dans l'analyse de leurs résultats : la réévaluation de la dette propre et du risque de crédit propre inclus dans les dérivés. La communication faite sur ces deux éléments reste différente d'un groupe à l'autre :

- BNP Paribas : charge globale de 41 millions d'euro intégrant à la fois le spread émetteur et la DVA.
- Société Générale : charges comptabilisés à la fois sur la réévaluation de la dette (- 304 millions d'euro) et la DVA (- 3 millions d'euro).
- Crédit Agricole SA : charges comptabilisées également à la fois sur la réévaluation de la dette (- 244 millions d'euro) et la DVA (- 36 millions d'euro).
- BPCE : charge générée par la réévaluation de la dette propre à hauteur de - 138 millions d'euro et produit de 39 millions d'euro comptabilisé chez Natixis au titre de la DVA.

Outre ces deux facteurs systématiquement retraités dans l'analyse des résultats, tous les groupes rappellent l'impact exceptionnel de la plus-value de cession des titres Visa Europe enregistré au 30 juin 2016 pour un montant cumulé total de 2,5 milliards d'euro.

Enfin, les comptes du groupe Crédit Agricole SA intègrent également les effets de l'opération de simplification de la structure du groupe réalisée le 3 août 2016 ayant généré à la fois un résultat exceptionnel de 1 272 millions d'euro lié au transfert des CCI/CCA à SACAM Mutualisation, et une économie de 115 millions d'euro au titre de la disparition du coût de la garantie Switch 1.

### Une érosion des revenus qui se poursuit dans la banque de détail

Dans un environnement marqué par des taux bas persistants associés à une accentuation des renégociations de prêts immobiliers, le recul des revenus observé sur le 1er semestre dans les activités de banque de détail se poursuit, avec un produit net bancaire en baisse de 742 millions d'euro par rapport au 30 septembre 2015, à 51,1 milliards d'euro.

Néanmoins, si les conditions de taux bas et de marché défavorables réduisent la marge d'intérêt et les commissions financières, les commissions de service restent stables, conséquence d'une activité commerciale soutenue. Les réseaux poursuivent en effet la mise en œuvre d'actions ciblées pour renforcer la relation clientèle tout en continuant à développer leur offre digitale.

Dans ce cadre, le groupe BNP Paribas communique à la fois sur le lancement d'une offre de crédit associée à un nouveau fonds de prêt « BNP Paribas SME Debt Fund » visant à accompagner les entreprises européennes de croissance, et sur le rapprochement de son portefeuille mobile Wa ! avec Fivory (Crédit Mutuel) pour la mise en place en 2017 d'une solution combinant paiement, programmes de fidélisation et offres de réduction, en partenariat avec Carrefour, Auchan et Total.

Le groupe Société Générale souligne d'une part le succès du programme « SG Entrepreneurs » qui a permis l'entrée en relation avec 3 200 nouvelles entreprises grâce à une gamme complète de produits et services adaptés, et annonce d'autre part la création d'une centaine « d'espaces pro » pour offrir plus de proximité et d'expertise à ses clients professionnels. Le groupe met également en avant le développement de sa base clientèle sur le segment des particuliers aussi bien au niveau des réseaux d'agences (+354 000 ouvertures de comptes) qu'au niveau de sa banque en ligne Boursorama qui compte 918 000 clients au 30 septembre 2016.

Le groupe BPCE annonce, quant à lui, sa volonté de poursuivre une politique de croissance externe ambitieuse en devenant l'un des leaders en Europe des solutions de paiements sur mobile, d'e-commerce et de proximité, et souhaite dans ce cadre regrouper chez Natixis les activités de paiements initialement logées chez BPCE, pour capitaliser sur les savoir-faire digitaux et les nouveaux usages. Dans le prolongement de cette politique de croissance externe, le groupe a également engagé des négociations exclusives pour l'acquisition de PayPlug, un acteur innovant dans le domaine des « merchant services ».

Enfin, le groupe Crédit Agricole SA communique sur la stratégie de LCL de s'adapter aux effets de la baisse des taux sur sa marge d'intérêt avec une opération d'ajustement du coût de refinancement de ses crédits (ajustement du portefeuille de swaps de couverture). Le groupe précise que si cette opération doit lui permettre de générer des effets positifs à partir du 4ème trimestre 2016, elle impacte toutefois négativement ses revenus du 3ème trimestre à hauteur de 300 millions d'euro.

Cette dynamique déployée par tous les réseaux pour développer un nouveau modèle bancaire adapté aux nouveaux comportements des clients se traduit par une bonne activité de crédit dans un contexte de reprise progressive de la demande, et le développement d'une collecte globale soutenue notamment sur les dépôts à vue. Les encours de crédits et de dépôts affichent ainsi une progression moyenne respectivement de + 3,3% et + 6,5%.

L'activité commerciale des réseaux internationaux s'inscrit dans la continuité du 1er semestre, avec des performances solides, plus ou moins marquées selon les zones géographiques.

Ainsi, bien que le groupe BNP Paribas enregistre des revenus en retrait chez BNL Bianca (Italie) en raison d'un environnement de taux bas et de l'effet résiduel du repositionnement sur les meilleures clientèles d'entreprises, la baisse est compensée par les bonnes performances réalisées dans la zone Europe Méditerranée. Par ailleurs, le groupe communique également sur le succès de l'introduction en bourse d'une filiale de BancWest (Etats-Unis) : la First Hawaiian Bank, avec 17,4% du capital vendu sur le marché.

Le groupe Crédit Agricole SA, qui met en avant les bons résultats de ses filiales polonaises, ukrainiennes et égyptiennes, annonce également le changement de nom de ses trois réseaux italiens de banque de proximité (Cariparma, Friuladria et Carispezia) en adoptant la marque BPI Italie, afin de renforcer sa visibilité dans le pays.

Enfin, le groupe Société Générale souligne le redressement progressif de ses activités en Russie et en Roumanie et le dynamisme de ses implantations en Algérie et en Côte d'Ivoire.

### **Une reprise progressive dans la banque de grande clientèle**

Bien que les résultats du référendum britannique se soient traduits par une baisse des taux, une diminution des primes de risques et une dépréciation de la livre sterling, le 3ème trimestre est marqué par une reprise de l'activité commerciale dans un environnement de marché qui reste malgré tout contrasté et incertain.

Dans ce contexte, les activités de la banque de grande clientèle affichent des revenus globalement stables, à 21,5 milliards d'euro, en retrait de seulement 0,4% sur 9 mois (-85 millions d'euro), réduisant ainsi la forte baisse observée sur le 1er semestre.

Si le maintien des politiques de soutien des banques centrales a profité aux émissions obligataires, le calme de la période estivale a pénalisé les marchés actions.

En effet, les activités Taux, Change et Matières Premières enregistrent une bonne progression dans tous les groupes. Cette hausse est notamment attribuable aux émissions obligataires en euro et aux émissions internationales (BNP Paribas et Crédit Agricole SA), aux activités sur les marchés émergents et sur les matières premières (Société Générale) ou encore à une bonne performance sur les activités Taux et Change (Natixis).

En revanche, à l'exception du groupe BPCE (Natixis) qui parvient à stabiliser ses revenus dans le métier Actions grâce notamment à ses activités de dérivés, les trois autres groupes ont été pénalisés par un environnement très peu volatil avec une saisonnalité assez marquée sur le trimestre, se traduisant par un recul des revenus par rapport à une base particulièrement élevée en 2015. Le groupe Société Générale communique cependant sur la reprise progressive de son activité au 3ème trimestre, notamment sur les produits structurés en Asie, atténuant ainsi la chute des volumes des activités de flux, aussi bien sur le « cash actions » que sur les dérivés.

Par ailleurs, si les revenus des activités de financements structurés sont en progression dans l'ensemble des groupes, les stratégies adoptées et les vecteurs de croissance sont différents.

En effet, alors que le groupe Société Générale met en avant la bonne résilience des activités de financement de ressources naturelles dans un environnement particulièrement concurrentiel, le groupe BNP Paribas souligne quant à lui ses bonnes performances dans les secteurs des media-telecom, de l'immobilier et dans les opérations d'acquisitions. De même, malgré un contexte difficile sur les secteurs Maritime et Oil & Gas, le groupe Crédit Agricole SA fait état d'une progression de son activité sur la majorité des lignes-produits, et particulièrement dans le domaine de l'aéronautique, tandis que Natixis (BPCE) doit sa bonne performance aux activités Aviation, Export & Infrastructure Finance et Real Estate Finance US.

Enfin, grâce à une dynamique commerciale qui compense l'environnement de taux négatif, le métier Titre des groupes BNP Paribas, Société Générale et Crédit Agricole SA tire profit de la bonne progression des actifs conservés et des actifs administrés.

### Une résilience des revenus dans les métiers de l'épargne

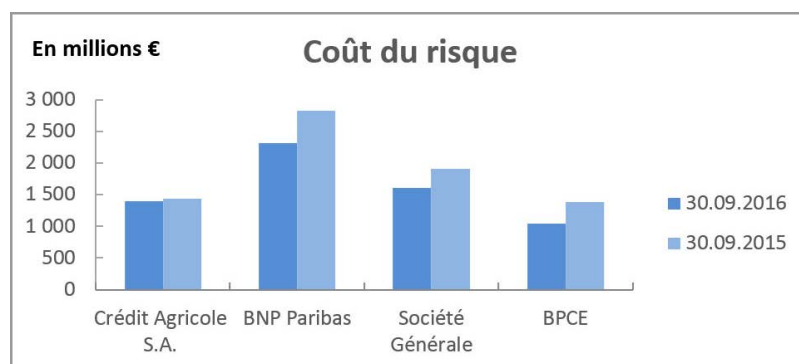
A 8,8 milliards d'euro, les revenus des métiers de l'épargne s'inscrivent en recul de 1,9% (- 174 millions d'euro sur la période), dans un environnement peu favorable, avec des effets de marché et de change négatifs.

Dans ce cadre, alors que le groupe BNP Paribas souligne une très bonne collecte réalisée en France, en Italie et en Asie notamment sur les fonds diversifiés et obligataires, le groupe BPCE (Natixis) met en avant la progression des marges grâce à l'intégration de DNCA.

Enfin, si le groupe Crédit Agricole SA communique sur l'impact positif de l'acquisition, le 29 août 2016, de KBI Global Investors qui lui permet de détenir 8,6 milliards d'euros d'actifs sous gestion supplémentaires, le groupe Société Générale fait état du niveau historiquement haut de ses actifs sous gestion dans la banque privée grâce à l'intégration de Kleinwort Benson.

### Un coût du risque en repli

Au 30 septembre 2016, l'analyse des évolutions du coût du risque montre une baisse généralisée, plus ou moins marquée selon les établissements : Crédit Agricole SA (-3%), Société Générale (-16%), BNP Paribas (-18%) et BPCE (-25%).



[Cliquez sur l'image pour l'agrandir](#)

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 30 septembre 2016

Malgré une dotation complémentaire de 50 millions d'euro sur le 3ème trimestre à une provision pour risques juridiques, portant ainsi le montant total (stock bilan) de cette provision à 100 millions d'euro, le coût du risque est en recul dans le groupe Crédit Agricole SA (-3%), reflétant la bonne qualité des actifs de la banque.

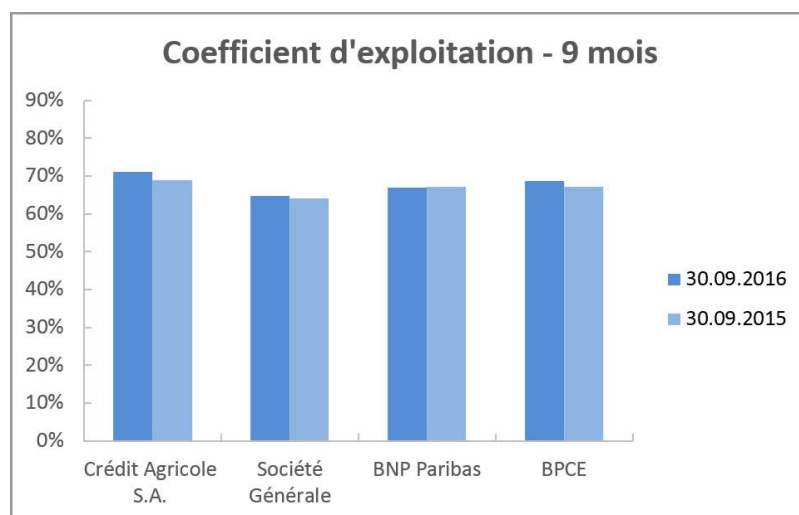
De même, si le groupe Société Générale rappelle que la provision pour litiges s'élève à 1,9 milliard d'euro à fin septembre 2016 (sans évolution sur le 3ème trimestre), le groupe met en avant la qualité de la politique d'octroi de crédit qui lui permet d'afficher un coût du risque à son plus bas niveau depuis 2007 (-16% sur la période).

De même, grâce à une bonne maîtrise du risque à l'origination, à un environnement de taux bas et à une baisse des dotations chez BNL Banca (Italie), le groupe BNP Paribas diminue son coût du risque de 18% sur les 9 premiers mois.

Enfin, le groupe BPCE présente une amélioration de son coût du risque (-25%), liée d'une part à la fin de l'effort de provisionnement sur le secteur pétrole et gaz, et d'autre part à la diminution des provisions collectives et individuelles enregistrées par les réseaux Banques Populaires et Caisse d'Épargne qui profitent d'une meilleure conjoncture en France.

### Une rentabilité légèrement dégradée

Malgré la mise en œuvre des plans d'efficacité opérationnelle, le coefficient d'exploitation moyen se dégrade de 1% par rapport au 30 septembre 2015, conséquence directe de la stabilisation des revenus.



[Cliquez sur l'image pour l'agrandir](#)

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 30 septembre 2016

A l'exception du groupe BNP Paribas qui bénéficie de la mise en œuvre de son plan d'économies « Simple & Efficient » pour compenser la hausse de certains coûts (mise en œuvre des nouvelles réglementations, renforcement de la conformité...) et ainsi améliorer son coefficient d'exploitation (0,2%), ce dernier est en augmentation dans les 3 autres établissements.

Les groupes Crédit Agricole SA et BPCE présentent un coefficient d'exploitation qui se dégrade respectivement de 1,98% et 1,5% en raison d'une progression des frais de gestion, essentiellement attribuable à la hausse de la contribution au titre du Fonds de Résolution Unique (FRU).

Le groupe Crédit Agricole précise par ailleurs que ses charges d'exploitation intègrent une reprise de provisions sur engagements de retraite, liée à une baisse des taux de conversion imposée par la réglementation Suisse, atténuant ainsi la dégradation de son coefficient d'exploitation.

Enfin, bien que le groupe Société Générale poursuive ses efforts de maîtrise des coûts, son coefficient d'exploitation affiche une dégradation de 0,74%, en raison notamment de coûts non récurrents (133 millions d'euro) associés aux plans d'économies engagés permettant au groupe d'économiser près de 2 milliards d'euro sur la période 2012-2017 et de dégager ainsi des marges de manœuvre pour investir dans la transformation digitale.

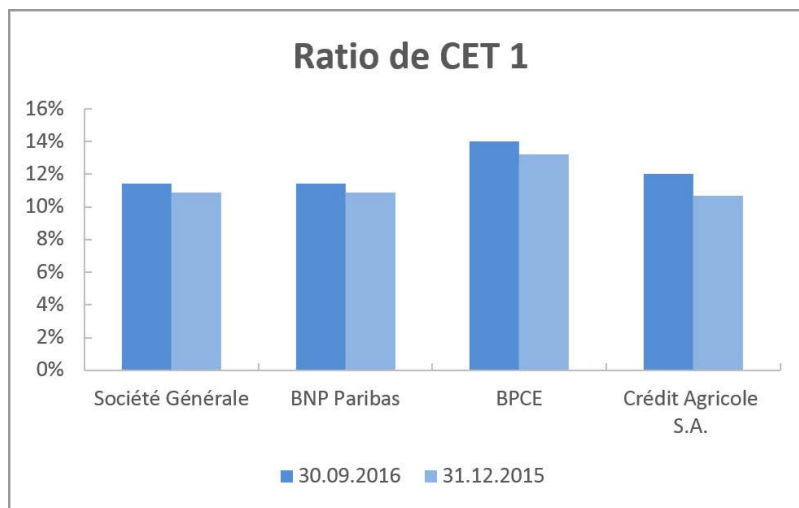
### Un renforcement continu des fonds propres

Bénéficiant d'une bonne solvabilité, tous les groupes précisent que le niveau de leurs fonds propres actuel leur permet déjà de respecter l'exigence de ratio de CET1 établie par la Banque Centrale Européenne (BCE) qui intègre la composante « Pilier 2 Requirement » à compter du 1er janvier 2017.

En effet, à la suite du « Supervisory Review and Evaluation Process » (SREP) mené par la BCE en 2016, et sous réserve de confirmation des pré-notifications reçues de la BCE, l'exigence minimale de CET1 phasé à respecter au 1er janvier 2017, qui déclenchera le mécanisme lié au MDA (Montant Maximum Distribuible), s'établirait aux alentours de :

- Société Générale : 7,75%
- BNP Paribas : 8%
- BPCE : 7,75%
- Crédit Agricole SA : 7,25%

Au 30 septembre 2016, tous les groupes affichent déjà un ratio de CET 1 (non phasé) supérieur à l'exigence globale (pilier 1 et pilier 2) requise par la BCE au 1er janvier 2017. Le ratio de CET 1 moyen s'établit à 12,2%, contre 11,4% au 31 décembre 2015, soit une progression de 0,8% sur six mois.



[Cliquez sur l'image pour l'agrandir](#)

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 30 septembre 2016

Par ailleurs, tous les établissements présentent également leur ratio de levier Bâle 3 sans mesures transitoires (entrée en vigueur en 2018). Ces ratios traduisent déjà un niveau supérieur au minimum réglementaire de 3% :

Ratio de levier (%)	30.09.2016	31.12.2015
Société Générale	4,1%	4,0%
BNP Paribas	4,0%	4,0%
BPCE	5,0%	5,0%
Crédit Agricole S.A.	4,7%	4,6%

[Cliquez sur l'image pour l'agrandir](#)

### Une liquidité solide

Tous les groupes communiquent sur des niveaux de ratios LCR (Liquidity Coverage Ratio) qui dépassent le minimum réglementaire en vigueur de 70% au 1er janvier 2016 :

- Société Générale : 149%
- BNP Paribas : 127%
- BPCE : > 110%
- Crédit Agricole SA : > 110%

Les banques continuent par ailleurs de présenter leurs réserves de liquidité (912 milliards d'euro au total, contre 853 milliards d'euro au 31 décembre 2015), démontrant ainsi que leur besoin de refinancement court terme est totalement couvert et qu'elles disposent d'une marge de manœuvre de plus d'un an par rapport aux ressources de marché.

Enfin, tous les groupes poursuivent leurs actions pour renforcer leurs ressources stables. Dans la lignée des trimestres précédents, les groupes Société Générale et Crédit Agricole SA continuent de présenter un bilan de liquidité en faisant ressortir l'excédent de leurs ressources stables par rapport à leurs emplois longs, à hauteur respectivement de 140 milliards d'euro et 104 milliards d'euro (contre 136 milliards d'euro et 108 milliards d'euro au 31 décembre 2015).

### Une transformation des modèles bien engagée

Si le groupe Crédit Agricole SA a déjà communiqué au 1er trimestre 2016 son nouveau plan « Ambition stratégie 2020 » visant à déployer un projet client ambitieux, Natixis dévoile son plan de « Transformation et d'Excellence Opérationnelle » qui repose sur quatre leviers : la rationalisation des moyens informatiques, l'optimisation de l'organisation, le renforcement du contrôle des coûts de fonctionnement et la digitalisation des process. Ce plan consiste à investir 220 millions d'euro pour industrialiser, transformer et digitaliser les métiers afin d'économiser de façon pérenne 250 millions d'euro par an à partir de fin 2019.

De même le groupe BPCE annonce sa volonté de présenter début 2017, en amont de son futur projet stratégique qui couvrira les années 2018 – 2020, son nouveau plan d'action dans le digital, la relation client en banque de proximité et l'excellence opérationnelle.

En continuant à développer les synergies entre métiers tout en maintenant une stricte discipline sur les coûts et un contrôle renforcé de leurs risques, tous les groupes poursuivent la transformation de leur modèle afin d'améliorer leur rentabilité et de financer leur développement.

#### Méthodologie de l'analyse

KPMG a réalisé une analyse comparative des communiqués de presse et des slides investisseurs des principaux groupes bancaires français publiés au 30 septembre 2016 : BNP Paribas, Société Générale, BPCE et Crédit Agricole SA.

Ces communiqués ont été publiés par les groupes bancaires aux dates suivantes :

- 28 octobre 2016 : BNP Paribas
- 3 novembre 2016 : Société Générale
- 8 novembre 2016 : Crédit Agricole SA
- 9 novembre 2016 : BPCE / Natixis

A noter qu'à l'exception des 2 premiers graphiques présentant le produit net bancaire et le résultat net, l'étude a porté sur le groupe Crédit Agricole SA (le communiqué de presse du 8 novembre 2016 analysant le groupe Crédit Agricole SA).

A des fins de comparabilité, le pôle « banque de détail » de BPCE a été retraité et intègre les services financiers spécialisés.

Contact :  
[Fabrice Odent](#)  
Associé  
Responsable du Département Services financiers



[kpmg.fr/mediasocial](http://kpmg.fr/mediasocial)



Enoncé en matière de confidentialité | Mentions légales

Informatique et liberté : vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui vous concernent (article 34 de la loi "informatique et liberté" du 6 janvier 1978) en envoyant un email à l'adresse suivante : [fr-kpmgfs@kpmg.fr](mailto:fr-kpmgfs@kpmg.fr).

© 2016 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Les informations contenues dans ce document sont d'ordre général et ne sont pas destinées à traiter les particularités d'une personne ou d'une entité. Bien que nous fassions tout notre possible pour fournir des informations exactes et appropriées, nous ne pouvons garantir que ces informations seront toujours exactes à une date ultérieure. Elles ne peuvent ni ne doivent servir de support à des décisions sans validation par les professionnels ad hoc. KPMG S.A. est une société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes à directoire et conseil de surveillance au capital social de 5 497 100 euro. 775 726 417 RCS Nanterre. Siège social : Tour Eqho - 2 avenue Gambetta - 92066 Paris La Défense Cedex. KPMG S.A. est membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative (« KPMG International »), une entité de droit suisse. KPMG International ne propose pas de services aux clients. Aucun cabinet membre n'a le droit d'engager KPMG International ou les autres cabinets membres vis-à-vis des tiers. KPMG International n'a le droit d'engager aucun cabinet membre.